

CADR'@GE

ÉTUDES, RECHERCHES ET STATISTIQUES DE LA CNAV

ÉTUDE

BRÈVE

CHIFFRES

ÉTUDE

Laurent Nowik,
Raphaël Dhuot,
Radwan Satouf,
Cnav

Le besoin d'aide des retraités pendant la première année de la crise sanitaire du Covid-19

L'enquête « en ligne » CONSOL2 (CONfinement – SOLidarités – SOLitude) réalisée en avril-mai 2021 a permis de réunir l'avis d'environ 200 000 pensionnés du régime général sur leur vécu de la crise sanitaire. Un retraité sur cinq (21 %) a déclaré avoir eu besoin d'une aide pendant cette période. C'est un sur deux parmi les retraités s'estimant en mauvaise santé ou en situation budgétaire difficile. Toutefois, même sans mentionner une demande d'aide, de nombreux retraités ont été affectés par la crise sanitaire. C'est notamment le cas des personnes signalant une dégradation de leur moral depuis mars 2020.

La majorité des retraités (66 %) qui ont eu besoin d'aide ont trouvé du soutien dans la sphère familiale (hors conjoints) et 22 % grâce à l'intervention d'un organisme public ou associatif. Une petite proportion de personnes ayant eu besoin d'aide est néanmoins restée sans soutien. Les retraités n'ont pas seulement demandé de l'aide : près d'un sur deux en a également apporté à des proches, de façon variable selon l'âge.

En mars 2020, dès le début de la crise du coronavirus, diverses difficultés liées à la situation de confinement et au risque sanitaire ont émergé. On peut citer l'accessibilité aux commerces et aux services administratifs, les aides à domicile momentanément interrompues, la crainte pour la santé, l'annulation ou le report de certains rendez-vous médicaux (DREES, 2020, 2021)¹, les conséquences de l'effondrement des relations sociales en présentiel, l'apparition de troubles psychologiques², etc. Selon l'âge des individus, leur sexe, le fait de vivre seul ou en couple, le lieu de vie (...), ces difficultés ont été diversement présentes et ressenties (Lambert et Cayouette-Remblière, 2021 ; Mariot *et al.*, 2021) et ont pu faire naître un besoin d'aide. L'enquête en ligne CONSOL2 (CONfinement – SOLidarités – SOLitude) a cherché à apprécier cette expression du besoin d'aide en interrogeant les pensionnés du régime général âgés de 60 ans ou plus dont la Cnav possédait une adresse électronique.

Dans un contexte où les personnes les plus âgées ont été identifiées comme particulièrement vulnérables vis-à-vis du Covid-19, nous avons supposé que certains retraités avaient eu besoin de soutiens ad hoc pendant la crise sanitaire. Par exemple, pour des personnes âgées déjà limitées dans leurs déplacements avant la crise sanitaire, le confinement a pu

¹ Les confinements ont augmenté le non-recours aux soins, mais les reports sont très majoritairement à l'initiative des professionnels de santé. « Sur les trois premières semaines du confinement, l'Assurance maladie a observé une diminution de l'activité de 40 % pour les médecins généralistes et de 50 % pour les spécialistes » (DREES, 2020, p. 24). De nombreuses interventions hospitalières ont aussi été déprogrammées, dont plus d'une sur deux (-52,9 %) lors du premier confinement (DREES, 2021).

² L'IRDES réalise l'enquête Coclico (Coronavirus Containment Policies and Impact on the Population's Mental Health) en population générale afin de mesurer l'impact des confinements sur la santé mentale, la vie quotidienne et l'accès aux soins. L'exploitation des données de la première vague menée du 3 au 14 avril 2020 montre la survenue d'une détresse psychologique chez un tiers des répondants, dont 12 % présentent une détresse d'intensité sévère.

compliquer l'approvisionnement en produits alimentaires ou réduire davantage encore leur sociabilité.

Plus de 200 000 retraités ont ainsi participé à l'enquête CONSOL2 permettant d'approcher le vécu des retraités de toutes les conditions sociales, depuis le début de la crise sanitaire jusqu'à la date de l'enquête (avril-mai 2021). Bien que l'échantillon constitué ne soit pas parfaitement représentatif de la population générale des retraités du régime général, le nombre très important des répondants (1,4 % du total des pensionnés) permet d'avoir une bonne photographie des conséquences de la crise sanitaire sur les retraités (voir l'**encadré 1** présentant l'enquête et la méthodologie).

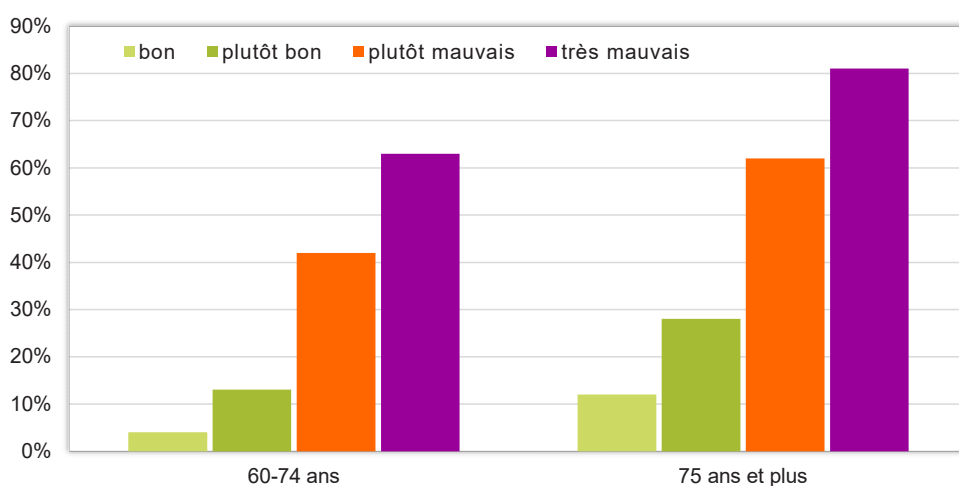
■ Un retraité sur cinq a exprimé un besoin d'aide à l'occasion de la crise sanitaire

À la question « Depuis le début de la crise sanitaire (mars 2020), avez-vous eu besoin d'être aidé(e) parce que vous ne pouviez pas faire quelque chose, ou parce que vous n'aviez pas le moral ? », 21 % des retraités répondent affirmativement. Cette proportion masque de fortes inégalités de situations selon les individus.

La santé discrimine fortement le besoin d'aide des retraités, puisque ceux qui déclarent avoir une « bonne » ou une « assez bonne » santé sont 15 % à indiquer un besoin d'aide depuis le début de la crise sanitaire, alors que ceux qui se disent en « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » santé sont 3,6 fois plus nombreux à l'exprimer (53 %). Cependant, le besoin d'aide ne s'explique pas que par la situation sanitaire des répondants, d'autant que les retraités expriment des besoins d'aide différents, dont certains n'ont pas de lien direct avec les questions de santé³.

L'âge discrimine aussi l'expression du besoin d'aide. Les retraités les plus âgés expriment deux fois plus souvent avoir eu besoin d'aide : 32 % des personnes âgées de 75 ans ou plus, contre 14 % de celles âgées de 60 à 74 ans. Néanmoins, l'expression du besoin d'aide reste plus sensible à l'état de santé qu'à l'âge, comme le montre le **graphique 1**.

Graphique 1 : Part des retraités ayant eu besoin d'aide en fonction de leur état de santé autodéclaré et de leur âge



Source : CONSOL2 (Cnav, 2021) - Champ : ensemble des répondants ayant répondu aux questions relatives au besoin d'aide, à la santé et à l'âge (n = 172 405).

Lecture : Parmi les personnes âgées de 60 à 74 ans, 4 % des personnes déclarant un bon état de santé ont eu besoin d'aide, contre 63 % de celles déclarant un très mauvais état de santé. Le besoin d'aide varie plus avec l'état de santé qu'avec l'âge, à état de santé donné.

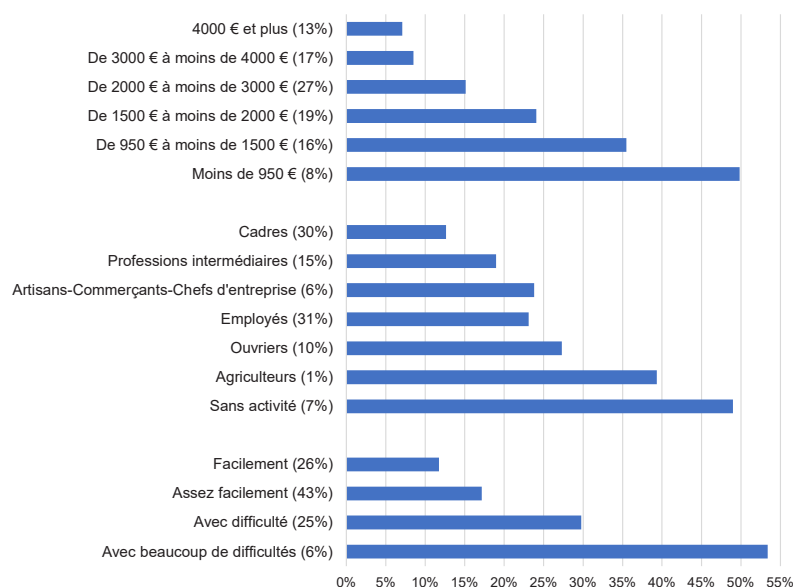
³ À la question concernant la nature de l'aide sollicitée, les répondants pouvaient sélectionner les motifs souhaités (question à choix multiples) dans la liste suivante : aide pour faire des achats, soutien moral ou affectif, aide pour faire des tâches ménagères, pour se rendre à un rendez-vous médical, pour faire des démarches administratives, pour du petit bricolage au domicile ou au jardin, pour faire des démarches en ligne, pour les soins du corps, ou « autre aide (à préciser) ». Dans le motif « autres aides », les réponses les plus fréquentes concernent les difficultés économiques ou matérielles et les difficultés psychiques (ces deux motifs n'ont donc pas été induits par l'enquêteur). Le format de ce Cadr'@ge ne permet pas d'analyser la nature de l'aide sollicitée.

Les femmes expriment plus souvent avoir eu besoin d'aide que les hommes (27 % contre 14 %). L'écart entre les sexes peut renvoyer à l'expression subjective du besoin d'aide selon le genre, à un état de santé inégal entre les hommes âgés et les femmes âgées⁴ et à l'invisibilité de certains services rendus par les femmes au bénéfice de leurs conjoints.

Aux âges élevés, les personnes vivant seules étant plus fréquemment des femmes, les résultats qui précèdent expliquent en partie le fait que l'expression du besoin d'aide diffère aussi selon le statut conjugal. La probabilité d'une demande d'aide est 2,7 fois plus fréquente chez les personnes ne vivant pas en couple (32 % contre 12 % pour celles ayant un·e conjoint·e). Le partage de la vie à deux apparaît ainsi comme un avantage pour les retraités vis-à-vis du besoin d'aide, bien que des études montrent que les huis-clos causés par les confinements ont produit de la conflictualité au sein des couples, en particulier au sujet de la répartition des tâches ménagères⁵.

L'expression du besoin d'aide diffère également selon les conditions de vie socio-économiques, que ce soit par l'analyse des catégories sociales autodéclarées, par la tranche de revenus du ménage ou par l'appréciation de la capacité des retraités à équilibrer leur budget en fin de mois. Dans tous les cas, le besoin d'aide exprimé diminue avec la hiérarchie sociale. Ainsi, les retraités ayant les revenus les plus faibles (moins de 950 € par mois), ou ayant économiquement du mal à terminer leurs fins de mois, ou ayant été sans activité professionnelle dans le passé, sont environ la moitié à indiquer avoir eu besoin d'être aidés (graphique 2). Cette expression, plus fréquente de la part des personnes de condition modeste que des personnes les plus aisées, laisse penser que certains besoins – notamment les besoins matériels – ne résultent pas toujours de la crise sanitaire, et qu'ils pouvaient être déjà présents avant.

Graphique 2 : Part des retraités ayant eu besoin d'aide en fonction des revenus du ménage, des PCS et de l'appréciation à équilibrer le budget mensuel (distribution de la population en %)



Source : CONSOL2 (Cnav, 2021) - **Champ** : ensemble des répondants ayant répondu aux questions relatives au besoin d'aide et aux trois variables prises ici en compte : besoin d'aide (oui ou non) et tranches de revenus mensuels du ménage (n = 165 449), besoin d'aide et catégories sociales en lien avec la principale activité professionnelle antérieure (n = 191 289), besoin d'aide et appréciation budgétaire mensuelle (n = 169 504).

Lecture : 53 % des personnes équilibrant leur budget en fin de mois « avec beaucoup de difficultés » ont déclaré avoir eu besoin d'aide depuis le début de la crise sanitaire. Ces personnes représentent 6 % de l'échantillon.

⁴ En 2020, la part d'années sans incapacité parmi les années restant à vivre à 65 ans est de 52,7 % pour les femmes et de 56,1 % pour les hommes (Deroyon, 2021).

⁵ Selon un sondage de l'Ifop réalisé en ligne du 24 au 27 avril 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 3 045 personnes, 64 % des personnes confinées en couple (de tous âges) admettent s'être disputées récemment au sujet des tâches ménagères (Fourquet, Gariazzo *et al.*, 2020). On peut toutefois supposer que cette proportion moyenne est plus faible dans la population retraitée dont le mode de vie (répartition des tâches ménagères) a été a priori moins bouleversé par les confinements que celui de la population des actifs.

Ces premiers résultats indiquent que les mesures prises pour juguler l'épidémie de Covid-19 ont eu des effets sur la vie des retraités (et de tous les citoyens) et que les éventuelles difficultés rencontrées ont été déterminées par les situations sanitaires, affectives, sociales et matérielles des individus. Les difficultés ont alors été plus marquées chez les personnes qui cumulaient certaines caractéristiques conduisant à un isolement relatif au sein du domicile. La difficulté à supporter les confinements s'avère également fonction des configurations familiales.

■ Une réponse au besoin d'aide prioritairement trouvée dans le cadre familial

Pour les individus ayant eu besoin d'aide (21 % des répondants), la réponse a majoritairement été reçue dans le cadre du ménage et de la famille élargie. Pour les personnes vivant en couple, le ou la partenaire a apporté une aide dans 64 % des cas, les hommes déclarant plus fréquemment avoir reçu un soutien de leur conjointe que les femmes de leur conjoint (69 % contre 59 %). Mais la vie en couple ne concerne qu'une minorité des répondants. En considérant tous les retraités ayant eu besoin d'aide, quel que soit leur statut conjugal, 66 % des retraités déclarent avoir bénéficié d'une aide d'un membre de la famille (hors aide du conjoint ou de la conjointe), celle-ci émanant d'un enfant adulte dans neuf cas sur dix (fils ou fille, beau-fils ou belle-fille) [tableau 1]. Cette aide est d'autant plus signalée que les enfants sont nombreux ; et quand les retraités en bénéficient, elle exclut souvent les aides des autres membres de la famille ou de l'entourage.

Tableau 1 : Origine de l'aide apportée par la famille élargie aux retraités en ayant demandé une, hors aide apportée par le (la) conjoint(e)

Aide reçue par...	Hommes	Femmes	Ensemble
un enfant (ou plusieurs)	87 %	91 %	90 %
un autre membre de la famille : neveu ou nièce, oncle ou tante, etc.	13 %	13 %	13 %
un frère ou une sœur (ou plusieurs)	10 %	9 %	10 %
le père ou la mère (ou beau-père ou belle-mère)	2 %	1 %	1 %

Source : CONSOL2 (Cnav, 2021)

Champ : ensemble des répondants ayant indiqué leur sexe et exprimé un besoin d'aide, et la réception d'une aide par un membre de la famille (n = 26 076).

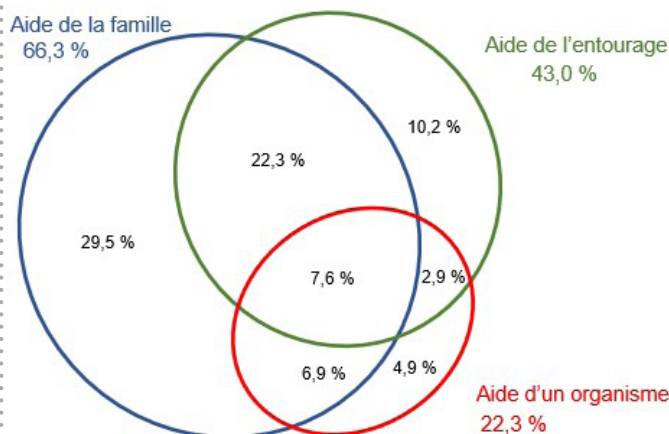
Lecture : 87 % des hommes ayant été aidés par un membre de la famille l'ont été par un (ou plusieurs) enfant (il n'est pas tenu compte ici du nombre d'enfants des répondants ; certains retraités ne pouvant donc pas bénéficier de cette aide s'ils n'ont pas d'enfants vivants). Les possibilités d'avoir été aidé par plusieurs membres de sa famille expliquent que la somme en colonne soit supérieure à 100 %.

À côté de l'aide apportée par les enfants ou les membres de la famille, les retraités ont aussi pu bénéficier du soutien de personnes non apparentées, amis ou voisins. Parmi les retraités ayant besoin d'aide, 43 % en ont bénéficié, cette aide étant plus souvent fournie aux personnes ne vivant pas en couple (48 %, contre 38 % pour celles vivant en couple). D'autres aides ont aussi été apportées par un organisme ou une association. Ces aides concernent moins du quart des personnes ayant indiqué un besoin dans l'enquête⁶ (22 %) [schéma 1]. Dans plus d'un cas sur deux, cette aide s'est exprimée au niveau local : 37 % des retraités indiquant avoir eu besoin d'une aide l'ont trouvée auprès d'un centre (inter)communal d'action sociale (CCAS ou CIAS), et 20 % auprès de leur mairie. Les retraités signalent ensuite (12 % d'entre eux) les aides apportées par les associations caritatives (Croix-Rouge, Secours populaire, Secours catholique, Petits Frères des pauvres, autres associations locales), par les caisses de retraite (12 % indiquent une caisse d'assurance retraite et de la santé au travail [Carsat], 5 % une autre caisse de retraite) et par les mutuelles. Une question ouverte permettait aux répondants d'indiquer le nom d'autres organismes ayant apporté de l'aide. Plus de 2 000 répondants ont ainsi précisé son origine.

⁶ Deux questions ont été posées aux retraités : la première permet de savoir s'ils déclarent une aide reçue par un organisme (22 % de ceux qui ont déclaré avoir besoin d'aide sont dans ce cas), la seconde permet de savoir s'ils ont été contactés par un organisme, indépendamment du besoin d'aide (ils sont 15 % de l'ensemble des 200 000 répondants, ayant eu ou pas besoin d'aide).

On trouve dans cette liste des sociétés commerciales ou des associations d'aide à domicile, des centres sociaux, des centres médicosociaux, certains acteurs du logement, des professionnels de santé, des psychologues, des maisons de service, les Départements, les Régions, etc.

Schéma 1 : Origine des aides apportées aux retraités ayant mentionné un besoin d'aide (hors aide apportée par le conjoint pour les personnes vivant en couple)



Source : CONSOL2 (Cnav, 2021)

Champ : ensemble des répondants ayant mentionné un besoin d'aide (n = 41 847)

Lecture : 66,3 % des retraités ayant eu besoin d'aide déclarent avoir bénéficié d'un soutien d'un membre de la famille ; 29,5 % déclarent avoir bénéficié exclusivement d'une aide familiale ; 7,6 % déclarent avoir bénéficié d'une aide fournie à la fois par la famille, par l'entourage et par un organisme. Le complément (à 100 %) à la somme des proportions du schéma (84,3 %) correspond aux personnes ayant été exclusivement aidées par leur conjoint-e, ou n'ayant pas trouvé d'aide.

En dépit de ce mouvement d'entraide observé dans les sphères privées et publiques, une proportion de retraités est restée en marge de ce mouvement, indiquant avoir eu besoin d'aide depuis le début de la crise sanitaire sans trouver de réponse à cette demande, ni auprès du (de la) conjoint(e), ni auprès de la famille et d'un proche, ni auprès d'un organisme : 11,4 % des répondants à l'enquête déclarant avoir eu besoin d'aide sont dans cette situation (10,0 % des femmes et 14,4 % des hommes ayant exprimé un besoin d'aide). Ces proportions ramenées à l'échelle des 14,8 millions de retraités du régime général suggèrent qu'environ 360 000 retraités seraient restés sans solution (29 % vivant en couple)⁷. Le premier des motifs d'aide sollicitée par ces personnes est le soutien moral ou affectif, pour 45 % d'entre eux⁸, confirmant l'effet que les confinements ont produit sur la santé mentale⁹.

Plus généralement, la crise sanitaire a eu des répercussions psychologiques sur une majorité de retraités, puisque 52 % de l'ensemble des retraités de plus de 60 ans considèrent qu'ils avaient meilleur moral avant le commencement de la crise sanitaire (cette valeur s'élève à 70 % pour ceux ayant déclaré un besoin d'aide). De plus, un quart de l'ensemble des répondants à l'enquête déclarent un moral plutôt mauvais ou très mauvais (cette proportion est nettement plus forte pour ceux qui ont indiqué avoir besoin d'aide : 51 % contre 17,5 % pour les autres).

■ Les retraités ont plus souvent apporté que reçu de l'aide

Alors qu'environ un retraité sur cinq déclare un besoin d'aide, c'est quasiment un répondant sur deux (49 %) qui indique avoir aidé au moins une personne de son entourage pendant les confinements (personnes apparentées ou non). L'aide fournie à des tiers est donc plus importante que l'aide reçue. Par ailleurs, avoir eu besoin d'aide n'exclut pas le fait d'en apporter à d'autres personnes (pour 45 % des personnes concernées). Ces comportements d'entraide évoluent en fonction de l'âge des répondants. Comme l'indique le **graphique 3**, les retraités les plus jeunes ont davantage aidé des membres de leur entourage, et les plus âgés ont davantage reçu du soutien. La part de retraités aidants varie peu selon le genre, contrairement à la part de retraités ayant eu besoin d'aide.

⁷ Il s'agit d'une simple estimation calculée de la sorte : (14 800 000 x 21,3 %) x 11,4 %.

⁸ Derrière le soutien moral et affectif non satisfait pour 45 % de la population, un tiers de cette population (33 %) déclare une absence d'aide concernant les achats et les aides ménagères, un quart (24 %) pour faire du bricolage au domicile ou au jardin, etc. Le total dépasse les 100 % car plusieurs besoins n'ont pas été satisfaits.

⁹ Samantha K Brooks et al., The psychological impact of quarantine and how to reduce it: rapid review of the evidence, The Lancet, 2020, vol. 395, p. 912-920.

Encadré 1 : Méthodologie

L'enquête CONSOL2 est une grande enquête par auto-questionnaires « en ligne » réalisée par l'Unité de recherche sur le vieillissement avec l'aide de plusieurs directions de la Cnav entre le 22 avril et le 25 mai 2021, soit en partie pendant la troisième mesure de confinement en France. Durant cette période, deux millions et demi de pensionnés du régime général de retraite ont reçu par courriel une invitation à participer à l'enquête. Début mai, la newsletter de la Cnav « Parlons retraite » invita également ses abonnés (environ 800 000) à répondre à l'enquête.

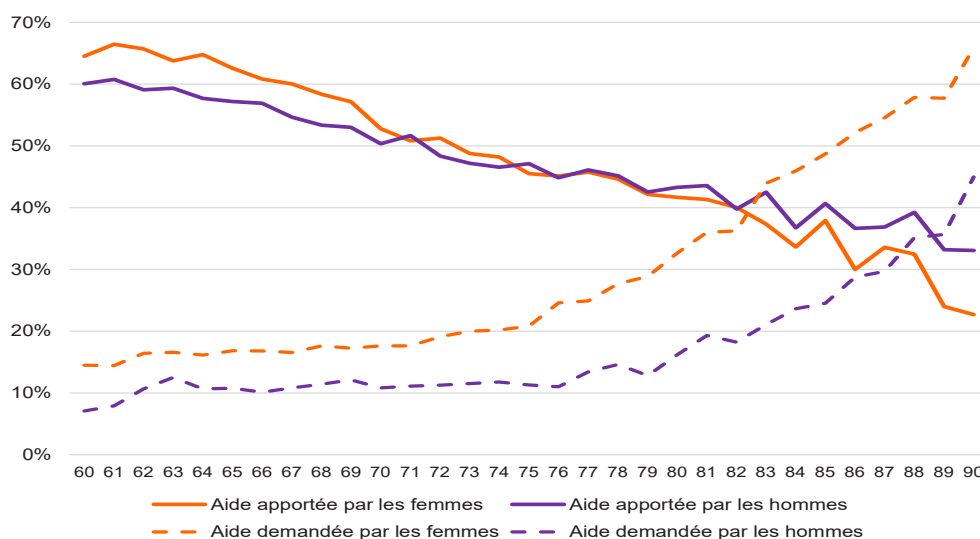
Ce mode de collecte via internet a l'avantage d'être rapide et faiblement coûteux étant donné le nombre de répondants, mais il induit des biais qui s'ajoutent à ceux rencontrés habituellement dans les enquêtes par questionnaires, telle une surreprésentation des catégories favorisées, des femmes, et des populations les plus à l'aise avec les outils informatiques. Afin de réduire un premier biais lié à l'âge et à la familiarité avec la micro-informatique, l'enquête a été proposée à tous les assurés de la Cnav de 75 ans ou plus ayant communiqué une adresse email (886 000) et seulement à une partie aléatoire des pensionnés de moins de 75 ans disposant d'une adresse email (1 635 000). Finalement, l'enquête compte 202 170 observations dont plus de 190 000 questionnaires, présentant un taux de complétude très satisfaisant. Une enquête réunissant autant de participants est rare – sinon exceptionnelle – à l'échelle nationale. Elle permet d'avoir une connaissance fine de la manière dont les retraités ont vécu cet événement historique que représente la crise du Covid-19, dans ses dimensions sociales, économiques, psychiques et sanitaires depuis le début du premier confinement.

Malgré une certaine attrition au fil du questionnaire, 90 % des répondants ont répondu à au moins 50 questions (sur 58 non filtrées) et 85 % des enquêtés ont répondu à tous les indicateurs sociodémographiques classiques (âge, sexe, statut familial, taille du ménage, dernière profession occupée). Avant tout redressement, l'échantillon se compose de 57 % de femmes et 43 % d'hommes (soit une très légère surreprésentation des femmes par rapport à la population des assurés de la Cnav qui compte 56 % de femmes), ainsi que de 56 % de personnes âgées de 60 à 69 ans, 34 % de 70-79 ans, 9 % de 80-89 ans et 1 % de personnes de 90 ans ou plus. Les retraités les plus jeunes sont donc surreprésentés dans l'échantillon. De même, sans que l'on puisse le quantifier aussi précisément, les anciens cadres (près de 30 % de l'échantillon) et les plus diplômés (19 % de diplômés de niveau Bac +3 et plus).

L'échantillonnage mis en œuvre ne suffit donc pas à corriger les biais de sélection induits par le mode de collecte des données, notamment la sous-représentation des personnes les plus âgées. Afin d'améliorer la représentativité des données, l'échantillon a été redressé au moyen des données exhaustives relatives à la population des assurés du régime général de retraite. Les observations ont été pondérées en fonction du sexe et de l'âge des individus, de sorte que les proportions de femmes et d'hommes des différents âges correspondent à ce qui est observé pour l'ensemble des assurés du régime général de retraite. En raison des propriétés des variables utilisées pour le redressement, les observations ont été pondérées au moyen de la méthode de post-stratification. La procédure consiste à déterminer les pondérations qui permettent de retrouver les marges attendues à partir de celles observées sur l'échantillon.

Encadré 2 : 15 % des retraités ont été contactés par un organisme, qu'ils aient eu ou non besoin d'aide

À côté des organismes auprès desquels les retraités ont pu trouver de l'aide – une partie d'entre eux ayant fait eux-mêmes la démarche de les contacter –, de nombreux acteurs ont été proactifs à l'égard du public âgé, en particulier lors du premier confinement, en prenant l'initiative de contacter des personnes susceptibles d'avoir besoin d'aide. Certaines mairies ont par exemple utilisé la liste canicule de la commune, les Centres (inter)communaux d'action sociale ont contacté les usagers bénéficiant de certains services, la Cnav et les Carsat ont contacté les bénéficiaires de l'action sociale (80 000 appels téléphoniques sortants). Dans notre échantillon, 15 % des retraités indiquent avoir reçu un (ou plusieurs) appel(s) téléphonique(s) ou une (ou plusieurs) visite(s) de la part d'un organisme. Seule une fraction de ces retraités avait réellement besoin d'aide (20 % des retraités appelés ou ayant reçu une visite). Que les individus aient exprimé ou non une demande, la plupart ont apprécié les démarches des organismes : les deux tiers (68,5 %) indiquent qu'elle a apporté un réconfort moral ; 15 % une aide matérielle ou économique. Les organismes ayant contacté les retraités sont – par ordre décroissant de citation – les mairies (citées par 7,5 % des retraités), les CCAS ou CIAS (4,5 %), les mutuelles (1,6 %), l'Assurance retraite – Cnav et Carsat – (1,1 %), les associations (1,0 %), les autres caisses de retraite (0,7 %), les bailleurs sociaux (0,7 %), les organisations religieuses (0,3 %) et d'autres organismes non présents dans la liste proposée dans l'enquête (mentionnés par 1,3 % des répondants).

Graphique 3 : Évolution de l'aide demandée et de l'aide apportée selon l'âge et le sexe

Source : CONSOL2 (Cnav, 2021).

Champ : répondants à l'enquête ayant déclaré leur âge et sexe, et répondu aux questions concernant l'aide demandée (n = 176 652) ou apportée à une personne (n = 173 508).

Parmi les retraités ayant aidé des membres de leur famille (hors conjoint-e), soit une personne sur quatre (26 %), les destinataires de services ne se classent pas dans le même ordre que les aidants du **tableau 1**. Le noyau parents-enfants étant central au sein de la parentèle, les aides des parents (retraités) restent prioritairement dirigées vers les enfants. En second, ce sont leurs ascendants (père, mère, ou beau-père ou belle-mère) qui bénéficient de leur soutien, mais seulement pour les plus jeunes des retraités, puisque la probabilité d'avoir deux parents décédés augmente avec l'âge des répondants (**tableau 2**).

Tableau 2 : Destinataires de l'aide apportée par les retraités à d'autres personnes de leur famille, hors aide apportée au (à la) conjoint(e)

	Hommes	Femmes	Ensemble
L'un de vos enfants (ou plusieurs)	48 %	49 %	49 %
Un autre membre de votre famille : neveu ou nièce, oncle ou tante, etc.	17 %	18 %	18 %
L'un de vos frères ou sœurs (ou plusieurs)	13 %	17 %	15 %
Votre père ou votre mère (ou beau-père ou belle-mère)	35 %	33 %	34 %

Source : CONSOL2 (Cnav, 2021).

Champ : répondants à l'enquête ayant aidé une personne de la famille pendant les confinements (hors conjoint-e) (n = 49 291).

Lecture : 48 % des hommes qui ont apporté de l'aide à un membre de leur famille l'ont fait en direction d'un (ou plusieurs) enfant(s). Les possibilités d'avoir aidé des ascendants, descendants ou collatéraux expliquent que la somme en colonne puisse être supérieure à 100 % (il n'est pas tenu compte ici du nombre d'enfants des répondants).

■ Conclusion

L'enquête CONSOL2 montre que la crise sanitaire a généré un besoin d'aide pour les retraités confinés au domicile et privés de leurs relations sociales habituelles. Si l'expression du besoin d'aide varie selon l'âge des individus, il reste que ce sont essentiellement les caractéristiques sanitaires et socio-économiques qui le discriminent.

Pour apporter des réponses aux difficultés des retraités, ce sont des membres des familles qui se sont mobilisés le plus souvent, sans que l'enquête puisse présager de la qualité de ce soutien. À côté de la famille, et parfois des amis et voisins, de nombreux organismes ont épaulé ceux qui pouvaient en avoir besoin, dont certains en prenant l'initiative de contacter directement des retraités.

Ces initiatives n'ont pas eu la même ampleur sur tous les territoires, et au total 85 % des personnes ayant participé à CONSOL2 n'ont pas été contactées par des organismes. Somme toute, seule une petite frange de retraités n'a pas trouvé de réponse à sa demande d'aide.

Cependant, si une part des retraités a eu besoin d'aide (21 %), une autre part, plus importante (composée en partie des mêmes personnes), a aussi apporté du soutien à ses proches (49 %) ; les plus jeunes des enquêtés étant principalement pourvoyeurs d'aide et les plus âgés essentiellement receveurs.

Références :

Deroyon T., 2021, « En 2020, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans est de 12,1 ans pour les femmes et de 10,6 ans pour les hommes », *Études & résultats*, DREES, octobre, n° 1213.

Dubost C.-L., Pollak C. et Rey S., 2020, « Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19 - État des lieux et perspectives », *Les Dossiers de la DREES*, n° 62.

Fourquet J., Gariazzo M. et al., 2020, *En immersion : enquête sur une société confinée*, Seuil, 224 p.

Gandré C. et al., 2020, « Les inégalités face au risque de détresse psychologique pendant le confinement. Premiers résultats de l'enquête COCLICO du 3 au 14 avril 2020 », *Questions d'économie de la santé*, juin, n° 249.

Lambert A., Cayouette-Remblière J. (dir.), 2021, *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, La Tour d'Aigues, INED, Editions de l'Aube, 439 p.

Mariot N., Mercklé P. et Perdoncin A. (dir.), 2021, *Personne ne bouge : une enquête sur le confinement du printemps 2020*, UGA éditions, 220 p.

Naouri D., 2021, « En 2020, le nombre de séjours hospitaliers hors Covid-19 a diminué de 13 % par rapport à 2019 », *Études & résultats*, n° 1204.

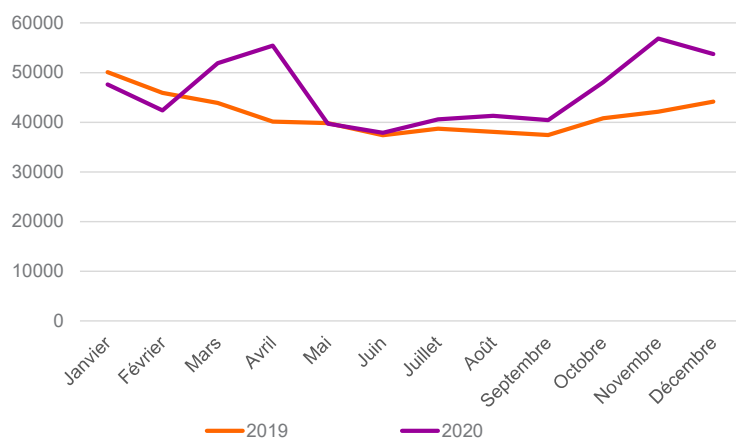
BRÈVE

Marie Ménard,
Cnav

La mortalité des retraités du régime général en 2020

En 2020, 555 835 retraités (ayant un droit, propre ou dérivé, salarié ou indépendant) sont décédés : c'est 12 % de décès de plus qu'en 2019. L'âge moyen au décès s'élève à près de 84 ans (81,5 ans pour les hommes contre 86,4 ans pour les femmes). Les femmes représentent environ la moitié des décès en 2020 avec 51 %. La hausse des décès est un peu plus forte pour les hommes avec une augmentation du nombre de décès de 13 %, contre 10 % pour les femmes. Les bénéficiaires d'un droit propre, servi seul ou non, représentent plus de 9 décès sur 10. Entre 2019 et 2020, les décès de bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul ont augmenté de 9 %, ceux des bénéficiaires d'un droit dérivé et d'un droit propre de 11 %, et ceux des bénéficiaires d'un droit propre servi seul de 12 %.

Nombre de décès par mois



Source : SNSP, annulations

Champ : Retraités percevant une retraite de base au régime général, y compris les anciens travailleurs indépendants

La répartition par mois des décès est atypique en 2020, en lien avec les vagues de la crise sanitaire : deux pics de mortalité s'observent au printemps et à l'automne, d'importance très variable selon les caisses.

La pension moyenne au régime général (tous droits confondus) des retraités décédés s'élève à 723,9 € par mois. Elle est significativement plus élevée lors des pics de mortalité liés à la pandémie (+ 4 % en moyenne par rapport aux mois qui précèdent).

Pyramide des âges au décès par année



Source : SNSP, annulations

Champ : Retraités percevant une retraite de base au régime général, y compris les anciens travailleurs indépendants

En 2020, le taux brut de mortalité pour 1 000 retraités du régime général s'établit à 38 décès. Pour ceux d'entre eux ayant un droit lié à une carrière d'indépendant, le taux de mortalité est de 43 pour mille et l'âge moyen au décès de 85,1 ans (contre 83,9 ans pour l'ensemble des retraités).

Ces écarts résultent des différences de pyramides des âges : la population des indépendants est plus âgée et plus masculine. En effet, si la structure par âge et sexe des indépendants était identique à celle de l'ensemble des retraités du régime général, leur taux brut de mortalité s'élèverait alors à 37 décès pour 1 000, soit un taux très proche de celui de l'ensemble des retraités du régime général.

CHIFFRES

Les chiffres au 30 septembre 2021

		Nombre de retraités	Montant mensuel moyen de la pension servie (1)
RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL AU 30 SEPTEMBRE 2021		14 879 407	754 €
Bénéficiaires d'un droit direct	Hommes	6 550 447	856 €
	Femmes	7 618 335	672 €
	Ensemble	14 168 782	776 €
dont droit direct servi avec un droit dérivé		2 086 703	911 €
Bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul	Hommes	30 528	204 €
	Femmes	680 097	304 €
	Ensemble	710 625	300 €
Ensemble des droits dérivés		2 797 328	756 €

	Nombre de bénéficiaires	Répartition parmi les bénéficiaires	
		Hommes	Femmes
Minimum contributif (retraités de droit direct) (2)	4 900 365	26%	71%
Minimum vieillesse (allocation supplémentaire, Aspa) ou Asi	549 008	45%	55%

	Nombre de retraités	Part sur l'ensemble des droits directs	
		Hommes	Femmes
ATTRIBUTIONS AU COURS DES 3 PREMIERS TRIMESTRES DE L'ANNEE 2021 (3)			
Droits directs	499 850		
dont : retraites anticipées longues carrières	95 670		19,1%
retraites anticipées des assurés handicapés	1 703		0,3%
retraites progressives	8 345		1,7%
Droits dérivés	161 195		

1 : Ensemble des avantages de droit direct et de droit dérivé servis par le régime général : montant de base après application des règles de minimum (minimum contributif ou minimum des pensions de réversion) et maximum (écrêtement du plafond de la Sécurité sociale), y compris les compléments de pension éventuels. Montant brut avant prélèvements sociaux et hors régimes complémentaires.

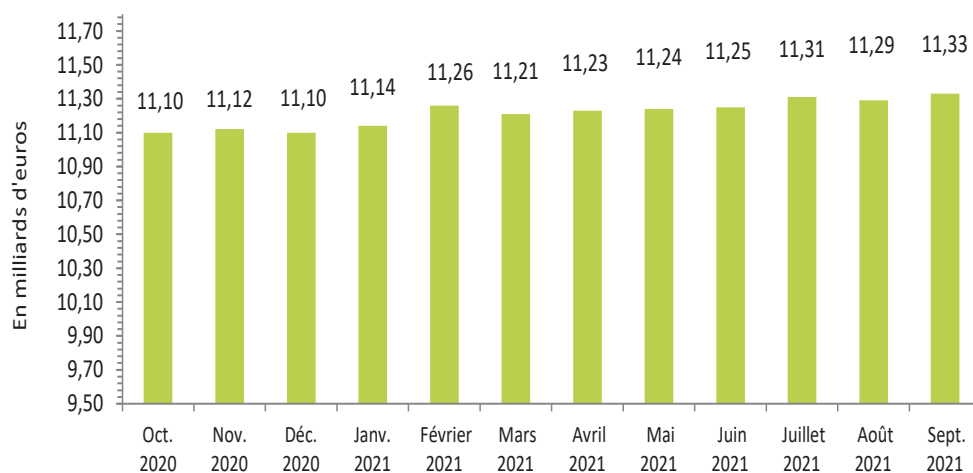
2 : Retraités bénéficiaires du minimum contributif servi en application des règles du minimum contributif tous régimes.

3 : Attributions effectuées quelle que soit la date d'effet

Source : Système National Statistiques Prestataires (SNSP et SNSP-TI)

Champ : Retraités percevant une retraite de base au régime général y compris les anciens travailleurs indépendants

DÉPENSES AU TITRE DES PRESTATIONS LÉGALES DES 12 DERNIERS MOIS : 135 Mds €



Source : Cnav, Sinergi

Champ : dépenses des retraites de base au régime général (y compris les anciens travailleurs indépendants)